

Arrête :

Article 1er.— L'établissement listé ci-après est titulaire de l'agrément de vente des pesticides. Il est autorisé à importer et à commercialiser des pesticides de toutes catégories dans le respect de la loi du pays n° 2011-19.

Etablissement : Kilimoana Services.

N° TAHITI : 686 584.

Lieu géographique : Rond-point Punavai Plaine, Punaauia (Tahiti).

Responsable(s) : Jean-Hubert Laughlin.

L'agrément de vente est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 2.— Les informations concernant l'établissement Fenua Insectes de l'article 3 de l'arrêté n° 2914 MAE du 23 avril 2012 sont modifiées comme suit :

Etablissement : Fenua Insectes.

N° TAHITI : A26382.

Lieu géographique : Vallée de la Tuauru, PK 10, Mahina (Tahiti).

Responsable(s) : Jean-Luc Gérard.

Art. 3.— Le directeur de la santé et le chef du service du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 novembre 2013.

Le ministre de la santé et du travail,
Béatrice CHANSIN.

*Le ministre de l'agriculture,
de l'agroalimentaire,
de l'élevage et de l'égalité
et du développement des archipels,*
Thomas MOUTAME.

**ARRETE n° 9580 MAA du 19 novembre 2013 portant
agrément de fumigation de l'entreprise Fenua Insectes.**

Le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'élevage et de l'égalité, et du développement des archipels,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 397 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'élevage et de l'égalité, et du développement des archipels ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 16 février 2012 fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'arrêté n° 257 CM du 17 février 2012 relatif aux conditions générales d'emploi de certains fumigants en Polynésie française et aux résidus de fumigation ;

Vu l'arrêté n° 2914 MAE du 23 avril 2012 modifié portant agrément des établissements pour la vente ou l'application des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 19 septembre 2013,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément d'application des pesticides de l'établissement Fenua Insectes est complété par un agrément de fumigation. Cet agrément n'est valable que pour les fumigations mettant en œuvre le phosphore d'hydrogène (ou phosphine). Il est valable pour les traitements de quarantaine.

Art. 2.— L'agrément de fumigation est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3.— Le directeur de la santé et le chef du service du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 novembre 2013.

Le ministre de la santé et du travail,
Béatrice CHANSIN.

*Le ministre de l'agriculture,
de l'agroalimentaire,
de l'élevage et de l'égalité
et du développement des archipels,*
Thomas MOUTAME.

**ARRETE n° 9581 MAA du 19 novembre 2013 portant
radiation d'établissements pour la vente ou l'application
des pesticides.**

Le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'élevage et de l'égalité, et du développement des archipels,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;